

**Le climat après la fin du mois** par Pierre Gilbert  
par Christian Gollier (Editions PUF, 2019), 372 pages, 19 euros.



Le titre reprend la comparaison « fin du monde » contre « fin du mois » évoquée par la contestation sociale des « gilets jaunes » en réponse à

la taxe carbone en France en 2018.

L'auteur, un économiste, directeur de la Toulouse School of Economics (où se trouve Jean Tirole, prix Nobel d'économie pour ses travaux sur l'environnement) est aussi président de l'Association européenne des économistes de l'environnement. En fréquentant les Conférences des parties (COP), j'ai observé le rôle important que jouent les économistes dans les négociations climatiques. Ce livre en est la parfaite illustration en reprenant la plupart des conférences climat (les COP) et en en faisant l'analyse économique dans un style très pédagogique, expliquant ainsi le "dessous des cartes". Par ailleurs, Christian Gollier reste réaliste sur notre capacité à relever le défi climatique, et son analyse s'appuie sur un corpus scientifique reconnu et d'importantes interactions scientifiques. Comme la plupart des économistes, il préconise un prix universel du dioxyde de carbone émis, sans doute difficile à mettre en œuvre, mais pour lui, il n'y a pas d'alternative. Conscient de cette difficulté, il nous emmène dans un long voyage sur l'économie de l'environnement et du climat, à travers les six chapitres de son livre.

Au premier chapitre, il plante le décor en présentant « **Les enjeux de la lutte contre le changement climatique** », avec les statistiques des émissions de gaz à effet de serre des différents secteurs économiques, mais aussi

les conséquences dramatiques du changement climatique. Il termine en évoquant le budget carbone de la planète et le risque d'effondrement en faisant référence aux crises passées de 1929 et 2008 !

Le « **Principe pollueur-payeur** » est expliqué au chapitre II, ce principe étant au cœur de la démonstration de l'auteur. Il s'agit de taxes pour payer les externalités, avec des exemples dans un grand nombre de situations, notamment la taxe *pigouvienne* (de l'économiste A. Pigou en 1920), quand on fait payer les externalités qui permettent le bien-être. Bien entendu, cette taxe doit être élevée pour que le signal-prix fonctionne et induise un changement de comportement.

Le chapitre III décrit alors le « **Fiasco politique, économique et moral en France** », ce qui n'est autre que l'histoire de la taxe carbone en France, avec le mouvement des gilets jaunes contre la fiscalité écologique en 2018. C'est l'occasion d'une réflexion sur l'utopie d'une transition écologique, qui coûterait beaucoup plus cher qu'une sobriété heureuse, ou encore l'analyse de la proposition sur la finance climat du trio Hessel-Jouzel-Larroutourou avec la Banque Centrale Européenne, sur laquelle il reste sceptique. Pour lui, il faut mobiliser tous les secteurs et la technologie ne nous sauvera pas, et il prend l'exemple de l'absence de vent (c'est « pétrole avec les éoliennes ») ! J'ai particulièrement apprécié la fin du chapitre qui explique le marché européen des permis d'émission (EU-ETS)<sup>1</sup>. celui-ci fonctionne ainsi : sur la base d'un plafond d'émission et de quotas distribués aux entreprises, le marché détermine le prix (système « *Cap and trade* »). Malheureusement le prix du carbone sur ce marché s'est effondré lors des différentes étapes.

Le chapitre IV présente « **L'accord de Paris ou la Chronique d'un échec annoncé** ». Il fait d'abord l'historique des négociations depuis le Protocole de Kyoto

Si 30 % de ce sol gelé fond, c'est 10 ans d'émissions qui se retrouvent dans l'atmosphère. La solution serait d'y faire paître des grands animaux (rennes, bisons, ...) pour limiter la fonte<sup>1</sup>. On peut aussi élargir la surface de toundra par rapport à celle de la taïga pour ralentir la fonte<sup>1</sup> par un effet d'albédo.

Je termine par l'**océan**, qui contient cinquante fois plus de dioxyde de carbone que l'atmosphère ! Cependant la capacité de stockage des plantes et animaux marins est difficile à estimer. Il faudrait, bien sûr, arrêter la surpêche, pour remettre en fonctionnement la pompe biologique qui dépend de la biodiversité marine, et aussi développer la culture d'algues à grande échelle. Ainsi une culture de « kelp » sur 1 million de km<sup>2</sup> pourrait piéger jusqu'à 10 % des émissions terrestres.

La conclusion rappelle l'importance de réduire nos émissions en plus du géo-mimétisme, puisqu'il faut utiliser toutes les cartes dont nous disposons. Après une incise sur le coronavirus, pour reprendre une vision globale, il développe les incidences économiques du géo-mimétisme et insiste sur le multilatéralisme pour sa mise en œuvre. Cet ouvrage explique et mesure, autant qu'il est possible, les capacités des milieux naturels à stocker le carbone pour limiter les émissions terrestres. Il s'agit de processus bien préférables à la capture et au stockage du CO<sub>2</sub>, souvent invoqués pour assurer la neutralité carbone.

**RÉGIS JUVANON DU VACHAT<sup>2</sup>**

<sup>1</sup> Le parc du Pléistocène en Yakoutie (Arctique russe) de 145 km<sup>2</sup> développé par S. Zimov en 1988, et maintenant géré par son fils Nikita, abrite 150 bêtes actuellement dans ce but (Le Figaro du 21 août 2021).

<sup>2</sup> Note de l'auteur : sur internet, à l'adresse <https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-billet-vert/le-geomimetisme...>, vous trouverez une présentation du livre (20 mn) faite par l'auteur.